

La vague jeune

«Et un et deux et trois degrés, c'est la survie de l'humanité!» ou «On est plus chaud, plus chaud, plus chaud que le climat» ont scandé les milliers de lycéens qui ont répondu à l'appel de la grève pour le climat, le vendredi 15 mars, dans les rues de Brest, Quimper, Quimperlé ou Concarneau, notamment.



Dans les rues de Brest le 15 mars

Ces rassemblements sont tenus dans une ambiance bon-enfant mais déterminée qui présage la construction d'un mouvement profond qui peut s'inscrire dans la durée. Car, la synthèse de tous les slogans et de toutes les banderoles déployées conduit à la même conclusion : on ne peut plus attendre et rester inactif.

Le constat est édifiant! Ce sont les conditions mêmes de la vie sur terre, telle que nous la connaissons aujourd'hui, qui peuvent, à très court terme, être remises en cause : disparition d'espèces animales ou végétales, pollution de l'air, de la terre et de l'eau, multiplication et amplification de phénomènes météorologiques, comme les ouragans ou les sécheresses...

S'il est un sujet qui mérite d'être traité à l'échelle européenne, c'est bien celui-là. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Parti Socialiste a placé la question environnementale au cœur de son projet pour les élections européennes. Il s'engage, notamment, en faveur d'un plan d'investissement de 500 milliards d'euros sur cinq ans pour répondre aux enjeux de la transition écologique et décarbonée à travers une politique globale et transversale prioritaire - associant notamment politique de l'énergie et politique agricole et dégageant des moyens financiers issus des fonds structurels, de

la BEI... Il s'agit de verdir notre économie (renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments, augmenter la part des énergies renouvelables, investir dans une mobilité propre...) et également d'accompagner les territoires, et en particulier les travailleurs, dans cette transition écologique.

Pour y parvenir, les investissements des États liés à la transition écologique doivent sortir du calcul du déficit qui est aujourd'hui limité à 3%.

De plus, en s'inspirant de ce qui a été fait pour l'aéronautique, les socialistes proposent la création d'un Airbus du renouvelable qui rapprocherait les grandes sociétés énergétiques européennes. Ce groupe aurait pour ambition d'accélérer le développement des énergies renouvelables en Europe et d'atteindre ainsi, plus rapidement, les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Il serait également le fer de lance du grand plan d'investissements publics.

Enfin, les traités commerciaux seront strictement conditionnés au respect des normes européennes (sociales, sanitaires, climatiques et environnementales) et des grands textes internationaux (Accord de Paris, conventions OIT, accords de coopération fiscale...).

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 21/03/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Injustifiable!

Les mots peuvent être des armes. Cela ne signifie pas que ceux qui les prononcent sont des assassins. Mais, en tenant des discours de haine et d'exclusion et en évoquant des théories complotistes fumeuses, comme celle du «grand remplacement», ils arment idéologiquement les racistes qui n'ont besoin que de ce vernis intellectuel pour passer à l'acte et tenter de justifier l'injustifiable.

Les massacres des mosquées de Christchurch en sont de sinistres démonstrations.

Il convient d'être extrêmement vigilant et ferme vis-à-vis de la mouvance de l'ultra-droite. Elle ne rassemble en France, pour l'instant, que quelques centaines de personnes. Mais elles sont déterminées et peuvent s'appuyer sur le soutien d'élus.es comme Catherine Blein, conseillère régionale de Bretagne, exclue du RN, qui a osé tweeter «œil pour œil» avant de se rétracter.

Les élus.es qui accréditent l'idée selon laquelle un attentat pourrait trouver une quelconque justification doivent être sanctionnés.es.

Respect !

Au moment où se tenait le Conseil fédéral à Quimper, le samedi 16 mars, les Champs Élysées étaient saccagés par un millier de casseurs.



Comment mettre fin à la violence ?

Une semaine auparavant, sur les quais de l'Odéon des violences ont été commises.

« D'où vient cette violence ? Comment y répondre ? » Voilà l'enjeu de cette matinée de débat animée par Fough Salami, présidente du Conseil fédéral.

Le constat est unanime : en une dizaine d'années, le niveau de la violence a considérablement progressé.

La réponse du gouvernement aux manifestations violentes qui se succèdent depuis plusieurs mois est-elle à la hauteur ? Pour Dominique Brunel, de l'union régionale de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), la réponse est clairement non.

Pour le délégué régional de la LDH, les récents événements autour du mouvement des gilets jaunes ont fait trois types de victimes : les manifestants, les forces de l'ordre et la Justice.

Les forces de l'ordre n'ont pas les moyens de remplir leur mission. Comment expliquer qu'en Bretagne, une trentaine de personnes violentes puisse prendre part aux manifestations et perturber systématiquement les rassemblements, comme récemment à Quimper ?

« La mission des forces de l'ordre est d'apporter aide et assistance aux citoyens. »

La loi anti-casseurs contient des dispositions particulièrement inquiétantes pour les libertés publiques. C'est d'ailleurs avec étonnement que la LDH a appris que le président de la République, lui-même, allait saisir le conseil constitutionnel pour un projet de loi dont elle dénonce les risques. Car en accroissant les pouvoirs des préfets, toutes les manifestations pourraient être interdites. Or, les moyens de la Justice étant limités, tout recours serait, de facto impossible. « Et, a précisé Dominique Brunel, **tous les organisateurs de manifestations seront concernés.** »

Et si le gouvernement se targue d'augmenter le budget de la Justice, il

ne précise pas que c'est pour créer de nouvelles places de prisons. On compte en France 10 juges, 3 procureurs et 34 greffiers pour 1 000 habitants, alors que la moyenne européenne est de 22 juges, 11,7 procureurs et 69 greffiers.

« En Bretagne, nous demandons de réunir tous les acteurs du maintien de l'ordre autour d'une table pour évoquer calmement ces questions. Mais pour l'instant en vain », a regretté Dominique Brunel.



Dominique Brunel de la LDH

Pour les socialistes il faut redonner de la force à la notion de respect. Cela passe par l'éducation et la prévention et l'exemplarité des forces de l'ordre chargées de protéger les citoyens. Car c'est bien là la mission principale des policiers et des gendarmes. Il ne faut pas que cette évidence n'apparaisse qu'au lendemain d'attentats terroristes.

Ouvrons les portes



Le Conseil fédéral s'est aussi tenu en parallèle du Conseil national qui avait à son ordre du jour les élections européennes. Depuis plusieurs mois déjà, le Parti Socialiste met en garde l'ensemble de la gauche : la multiplication des candidatures aux élections européennes aura pour conséquence d'ouvrir un boulevard aux libéraux et aux populistes.

Tous les socialistes sont pour l'union de la gauche et chacun mesure bien les dangers de l'éparpillement et des postures qui consistent, pour ceux qui ont appartenu au PS, et qui ont même été élus grâce à lui, à vouloir, en 2019, rejouer des congrès qui se sont tenus il y a cinq, dix voire quinze ans.

Au Conseil national, le Premier secrétaire, Olivier Faure, a posé les termes du débat. Notre responsabilité aujourd'hui « est d'ouvrir la voie du rassemblement de tous ces citoyens pro-européens, socialistes, écologistes, radicaux, progressistes, qui attendent de retrouver une force capable de porter leurs espérances. D'autres partis que le nôtre s'y refusent. Et bien nous devons être unitaires

pour deux, pour trois, pour dix ! C'est le mandat que vous m'avez donné lors de notre dernier CN en janvier.

Et je remercie chacune et chacun d'entre vous pour votre vote de ce matin qui permet de répondre à l'appel lancé hier par Raphaël Glucksmann. Il n'est pas socialiste ? C'est exact. Il ne connaît pas l'histoire de tous nos congrès ? C'est encore vrai. Son expression peut parfois nous heurter ? Je n'en disconviens pas. Mais le rassemblement c'est toujours commencer par accepter cette idée simple que les différences enrichissent. Que l'on ne s'élargit jamais en construisant des murs.

J'entendais, hier, Benoît Hamon nous attaquer encore. Cela m'a rendu triste. Triste de voir qu'un homme qui a partagé notre histoire se condamne au repli et à la revanche. Triste parce que le même expliquait, il y a quelques jours, qu'il voulait rassembler toute la gauche, du PS aux Insoumis. Qu'espère-t-il gagner à ces outrances ?

Ce sont ces virages permanents, ces anathèmes insensés qui défigurent la gauche. Moi je crois à une gauche sincère, je crois à une gauche qui s'assume fièrement mais qui refuse le sectarisme ».

Quimper pour tous

Au terme d'un processus démocratique, les socialistes quimpérois ont désigné Isabelle Assih pour être la première d'entre eux pour les élections municipales de 2020.

Ils avaient le choix entre elle et Édern Perrennoù. Les deux candidats ont exposé leur vision de Quimper et c'est la conseillère départementale qui a été choisie. **«Cet exercice démocratique nous a permis de voir que nous partageons la même ambition pour notre ville et que les socialistes sont unis et capables de débattre en bonne intelligence»**, s'est félicitée Isabelle Assih.

Cette désignation intervient dans un processus transparent que les socialistes déroulent depuis maintenant plusieurs semaines. En premier lieu, ils ont tiré le bilan de la municipalité sortante qui se résume en une formule *«5 ans pour presque rien»*. Ils viennent donc de choisir leur cheffe de file et vont maintenant s'engager dans un travail d'élaboration de leur projet pour la ville et l'agglomération.

D'avril à juin, les socialistes quimpérois vont organiser une série de réunions publiques thématiques pour affiner leur projet.

Car Isabelle Assih a déjà présenté les grandes lignes de son ambition pour Quimper. Elles s'articulent autour de trois grands axes. **«D'abord, parce que la ville en manque cruellement mais aussi parce que je suis profondément convaincue que c'est la seule manière de diriger une ville comme Quimper, je veux créer les conditions d'une**

démocratie vivante et participative pour tous les habitants.»

Ensuite, l'écologie irriguera l'ensemble du projet, qu'il s'agisse des transports, de l'énergie ou de l'alimentation.

Enfin, le projet que présentera la liste sera placé sous le signe de la solidarité envers l'ensemble des Quimpérois. Précaires, âgés ou en situation de handicap, chacun doit trouver sa place dans la ville. **«Et nous attacherons une importance particulière à tout ce qui touche la jeunesse, contrairement à ce qui se passe actuellement»**, précise Isabelle Assih.

La question de l'attractivité de la ville et de l'agglomération fera aussi l'objet de propositions car, comme l'a rappelé le travail sur le bilan de la municipalité Jolivet, Quimper a pris beaucoup de retard depuis quatre ans.

La trame étant posée, reste maintenant avec les Quimpérois.es à élaborer ce programme démocratique, écologique et solidaire.



Isabelle Assih, première des socialistes à Quimper

Des pratiques injustifiables

À l'initiative des sénatrices Maryvonne Blondin, Annick Billon et Marta de Cidrac, membres de la délégation aux Droits des femmes, le Sénat a adopté à l'unanimité, le jeudi 14 mars 2019, une proposition de résolution pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines.

grossesses et accouchements précoces, les complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont la deuxième cause de décès dans le monde pour les jeunes filles de 15 à 19 ans.

Pour Maryvonne Blondin, **«l'ampleur des conséquences, tant physiques que psychiques, est effroyable pour les**

victimes. L'excision est bien une torture exercée à l'encontre des femmes, visant à nier l'existence même de leur corps, de leur sexualité et de leur être tout entier». Citant les mots d'une victime entendue par la délégation pendant ce travail d'enquête de plusieurs mois : **«C'est être vivante et morte à la fois»**.

Maryvonne Blondin s'est émue de pratiques qui menacent des élèves des établissements scolaires français, plus particulièrement lors de congés dans le pays d'origine de leur famille où elles risquent d'être excisées puis mariées de force.

La délégation aux Droits des femmes se félicite que le Sénat, par le nombre des co-signataires de ce texte et par son vote à l'unanimité lors de la séance du 14 mars, manifeste un signal fort de sa mobilisation contre des pratiques que ne saurait justifier aucune tradition.

Ce texte, co-signé par près de 130 sénateurs et sénatrices, fait suite à des travaux entrepris par la délégation depuis 2018 sur l'excision, les mariages forcés et les grossesses précoces. Les statistiques sont en effet édifiantes : toutes les sept secondes dans le monde, une jeune fille de moins de 15 ans est mariée, toutes les quinze secondes, une fillette ou une femme est excisée, une fille sur cinq met au monde son premier enfant avant l'âge de 18 ans, 70 000 décès sont causés chaque année par les



À la marche contre les violences sexistes, le 24 novembre

Agenda

23 mars

10h00 : Café-débat sur le thème de l'Europe au bar du Café de la Cale, 53 rue de la Corniche au Relecq-Kerhuon, en présence de Forough Salami et Josselin Chesnel.



14 septembre
Fête de la gauche à Quimperlé.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1263 - Vendredi 22 mars 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Les mensonges de Philippe De Villiers

Maurice Braud

« J'ai tiré le fil du mensonge est tout est venu... » C'est le titre du pamphlet que vient de publier Philippe De Villiers, mais c'est aussi ce que peuvent dire les spécialistes de l'histoire de la création de l'Union européenne lorsqu'ils se penchent sur cet ouvrage. Comme nous l'explique Maurice Braud, président de la l'association Jean Monnet.

Cap Finistère : Dans un communiqué publié le 12 mars vous parlez, à propos du livre de Philippe de Villiers, de calomnies. Il ne répond donc pas aux critères de la recherche historique ?

Maurice Braud : C'est le moins qu'on puisse dire ! Il fait passer des articles de presse que tous les spécialistes de la question connaissent, pour des documents confidentiels. Il prétend s'être rendu dans des endroits où personne ne se souvient de son passage. Et surtout il pratique un amalgame honteux destiné à salir la mémoire les créateurs de l'Union européenne.

Cap Finistère : Il cible trois personnes : Jean Monnet, « marionnette de la CIA », Robert Schuman « pétainiste » et Walter Hallstein, « ancien nazi ». Qu'en est-il en réalité ?

Maurice Braud : En effet, ce sont les trois principales cibles de ce pamphlet. Revenons sur chacune de ces personnalités en commençant par celui que je connais le mieux, Jean Monnet. Philippe De Villiers l'accuse d'avoir été à la solde de la CIA. C'est totalement faux. Au contraire, Jean Monnet, qui était à Londres auprès de Churchill pendant la guerre, a joué un rôle déterminant auprès des Américains, isolationnistes au début du conflit, pour qu'ils interviennent. Au point que Keynes a déclaré que « Grâce à Jean Monnet, la guerre a été gagnée un an plus tôt ».

Pour bien comprendre le cheminement de Jean Monnet, il faut savoir qu'il a connu la guerre de 14 et qu'il s'est battu pour la paix toute sa vie. Il fut, brièvement, secrétaire général adjoint de la SDN. Il y a constaté que la règle de l'unanimité paralyse l'institution. Il la quitte pour se lancer dans les affaires, dans le monde entier et notamment aux États-Unis. Après la guerre, il lance la communauté du charbon et de l'acier avec toujours l'obsession de la coopération entre les pays européens pour éviter la guerre. Les États-Unis, dans le contexte de la guerre froide, que Philippe De Villiers n'évoque jamais mais qui est pourtant fondamentale pour comprendre les années 50, veulent

le réarmement allemand. Jean Monnet le refuse et propose la Communauté Européenne de Défense (CED) à laquelle participerait des contingents allemands, mais au sein d'une organisation européenne.

Enfin la CED est rejetée par la France et c'est là qu'il lance le comité d'action pour les États-Unis d'Europe auquel participent les forces politiques et syndicales pro-européennes de plusieurs pays, dont la SFIO, la CFTC ou FO pour la France. Ce comité a été soutenu, notamment par la fondation Ford, comme beaucoup d'autres mouvements, organisations et institutions universitaires françaises et européennes à la même époque.

Ce dont il accuse Robert Schuman est proprement scandaleux. Il aurait porté l'uniforme prussien et aurait été ministre de Pétain. Il a porté l'uniforme allemand parce qu'il est né en Moselle qui appartenait, avant 1914, à l'empire allemand. Il n'a été ministre de Pétain que quelques mois, après le vote des pleins pouvoirs. Il appartenait au gouvernement de Paul Reynaud et Pétain, au début, a conservé une grande partie des ministres en place. À peine de retour chez lui, Schuman a été arrêté par la Gestapo et s'il a dû se cacher dans des monastères, c'est pour échapper aux Allemands.

Quant à Walter Hallstein, il a occupé de hautes responsabilités au sein de l'université allemande et s'il a porté un uniforme, c'était celui de la Wehrmacht, comme la plupart des Allemands de son âge.

Cap Finistère : Il ne s'agit donc pas d'un livre historique ?

Maurice Braud : Il est clair que Philippe De Villiers ne s'est pas livré à un exercice historique mais bien à une opération politique qu'il faut dénoncer. Personne n'est dupe : Philippe De Villiers est entré en campagne pour les Européennes. Mais le combat électoral ne justifie pas tout et il faut rappeler, haut et fort, qu'il ne respecte pas la plus élémentaire déontologie qui consiste à vérifier les sources et à replacer les événements dans leur contexte. Son seul but est de disqualifier le projet européen. Avec un égocentrisme démesuré, il tente de faire croire qu'il aurait, seul contre tous, découvert des documents secrets, accréditant ainsi les thèses complottistes.

En savoir plus sur l'association <https://jean-monnet.fr/>

